

Chapitre 3

LA CRISE MONDIALE : L'IMPACT DE LA RUSSIE

La révolution chinoise fut le produit des conditions sociales chinoises dans certaines circonstances historiques. Le cours de cette révolution fut en grande partie façonné par l'interaction des intérêts de classe antagonistes à l'intérieur du pays; mais depuis longtemps déjà il était trop tard pour que de tels événements puissent demeurer exclusivement « chinois ». Leur contenu devait être plus vaste. Une révolution nationaliste en Chine, par définition, signifiait un affrontement entre les intérêts chinois et étrangers. Les ferments du nationalisme avaient été d'ailleurs répandus au premier chef par l'invasion impérialiste occidentale, qui avait ébranlé la Chine, l'avait fait sortir de sa stagnation et contrainte à des changements profonds quoique tardifs. Finalement, ce qui déclencha les élans révolutionnaires dans les villes et les campagnes chinoises découlait de la guerre 1914-18 où s'affrontaient les puissances occidentales, sur des champs de bataille qui étaient de l'autre côté du monde. La Chine fut inextricablement prise dans le fil des événements mondiaux, et directement affectée par le cours de la politique mondiale. De son côté, la Chine elle-même exerçait une influence sur l'issue de vastes conflits qui se déroulaient loin de ses frontières et que souvent, même, elle ignorait. La Chine n'entraîna pas simplement dans une crise de sa propre histoire; ce processus faisait partie de la crise de la société mondiale dans notre siècle.

La Chine devait affronter la nécessité de briser avec son passé précapitaliste, et se définir en tant que nation. Ce même projet avait été accompli à l'ouest par les révolutions du XVIII^e et du XIX^e siècle. Depuis, s'était ouverte

une autre ère. Le capitalisme avait établi la division du travail à une échelle mondiale. De grands progrès techniques, et l'extension automatique de l'opulence capitaliste, se heurtaient maintenant aux barrières nationales primitivement édifiées pour favoriser le marché intérieur et le système de production chargé de le faire tourner. Depuis deux siècles, des nations rivales se disputaient les marchés, les sources de matière première, la main-d'œuvre à bas prix et de plus hauts bénéfices. Corollairement à ces conflits, les empires coloniaux s'accroissaient. Vers la fin du XIX^e siècle, toutes les zones économiquement sous-développées du monde étaient assujetties, plus ou moins énergiquement, aux pays plus avancés, et entraînées d'une façon irrésistible dans l'orbite de l'économie capitaliste mondiale. L'Asie et l'Afrique devinrent le théâtre de conflits militaires politiques et économiques à grande échelle. Outre la compétition impitoyable qui se jouait au cœur de ce processus accéléré se faisait jour un mouvement vers la concentration des richesses capitalistes, et vers la division du monde entre un nombre de plus en plus petit de groupes politiques et économiques de plus en plus puissants, se combattant sans cesse les uns les autres par des moyens militaires ou économiques. Le contrôle industriel se transforma en contrôle financier, traversant les mers et les montagnes les plus hautes pour atteindre la jungle africaine et les villages asiatiques les plus reculés.

Au début de ce siècle, la puissance productive engendrée par ce système avait déjà surpassé la structure économique nationale à travers laquelle elle fonctionnait. La puissance économique concentrée à l'intérieur des nations aboutit à un ensemble international, mondial, de monopoles et de cartels. Ceux-ci, à leur façon, démontrèrent la nécessité d'élargir les unités économiques du monde, et déterminèrent les conflits entre les plus importantes nations, qui finalement explosèrent dans la Première Guerre mondiale. L'ampleur de cette guerre souligna que le globe était devenu la plus petite unité possible pour envisager les changements nécessaires. Les États nationaux cherchant jalousement, chacun de son côté, à préserver ou à développer leur part des bénéfices d'une économie mondiale qui se resserrait, ne pouvaient plus coexister fructueusement ou pacifiquement, mais étaient condamnés à un affrontement perpétuel. Le système des économies politiques nationales avait nourri la croissance des forces productives sur une échelle spectaculaire pendant plus de

deux cents ans. Mais ce système avait maintenant épuisé son utilité. Telle est la racine de la crise de la société mondiale à notre époque. Toutes les convulsions de notre siècle en sont les symptômes, et la révolution chinoise fut soumise à tous ses aspects et à toutes ses tensions. La Chine, comme le reste de l'Orient, devait essayer de devenir une nation à une époque où la nation, en tant que telle, avait cessé d'être l'instrument d'un progrès humain fructueux. La révolution chinoise devait s'inscrire dans l'effort qui visait à remplacer le désordre international par un nouveau système destiné à englober la terre tout entière dans un type d'ordre socialement et économiquement plus rationnel. Sinon elle devait endurer, comme le reste du monde, les affres d'une agonie, une frustration prolongée. Tel était le résultat qui apparaissait à la fin de la guerre 1914-18 dans toute son ampleur universelle et sur lequel depuis nous continuons à vivre.

La conception wilsonienne d'une Société des Nations fondée sur une coopération pacifique de tous les peuples avait pour but de donner une réponse à ce problème historique fondamental, mais elle fut condamnée à l'échec, en se brisant sur la structure existante des intérêts économiques sociaux, et politiques, nationaux. Ces intérêts devaient être vaincus et transformés pour que l'humanité commence réellement à trouver la voie vers un système meilleur pour sa vie. Cela, la Société des Nations n'entreprit jamais de le réaliser. Tout au contraire, et c'est peut-être le paradoxe le plus cruel de notre temps, la première tentative énergique dans cette direction ne vint pas des nations industrialisées de l'Ouest, les plus avancées, mais de la Russie arriérée. Les formules vibrantes de Wilson avaient fait une impression profonde, même au fond de l'Asie. Mais le cynique maquignonnage de la Conférence de Versailles prouva bientôt qu'elles ne signifiaient rien. La chose était particulièrement claire pour les Chinois, auxquels à Versailles on demanda de consacrer les empiétements japonais sur leur pays. En Chine, en particulier, comme refluait l'espoir qu'avait fait naître Wilson, l'influence révolutionnaire russe commençait à grandir. Cette influence intervint d'abord en Chine comme un ensemble d'idées, et bientôt comme une force politique active.

La Russie joua un rôle décisif en Chine entre 1924 et 1927, et en contrepartie les événements de Chine déterminèrent un épisode critique dans l'évolution de la Russie elle-même. L'histoire de cette période, qui constitue le

sujet de ce livre, ne peut être rendue intelligible que dans les termes d'une interaction des révolutions russe et chinoise. Ce rapport, replacé dans son époque et sur son théâtre, fut extrêmement complexe. Les caractéristiques principales ont tendance à s'obscurcir pour nous maintenant, du fait des transformations qui ont eu lieu depuis, surtout en ce qui concerne la position de la Russie dans les affaires mondiales. Nous connaissons l'Union soviétique de 1921 comme un État totalitaire ultra-nationaliste, contrôlé par la terreur policière, et qui manipule cyniquement les autres peuples au mieux de ses objectifs stratégiques nationaux. La classe dominante est une oligarchie bureaucratique qui contrôle l'économie de la Russie dans des conditions de tyrannie totale. De concert avec le capitalisme occidental, mortellement malade mais acharné à survivre, c'est un obstacle énorme et redoutable sur la voie d'un progrès humain vers des institutions plus libres. Mais cette Russie ne découle pas entièrement de la tête de Lénine, ou du bolchevisme de 1917. C'est sur l'arriération de la Russie elle-même, et sur l'échec des tentatives révolutionnaires ailleurs, en particulier en Europe après la Première Guerre mondiale, qu'elle s'est constituée. Le projet et le langage de la révolution bolchevique n'étaient pas nationalistes, mais audacieusement internationalistes. Le bolchevisme contenait certainement les germes du totalitarisme, en particulier avec le système du parti unique. Ce système ne fournissait aucun garde-fou contre les conséquences d'un pouvoir pris et tenu par la force. Mais il est également vrai que ceux qui firent cette révolution étaient convaincus qu'ils renversaient la tyrannie pour ouvrir les portes de l'histoire sur une ère nouvelle de liberté croissante. Cette conviction se communiqua à des millions de gens, en Asie, ou ailleurs, et devint un fait politique objectif de première grandeur.

Pour Lénine et pour Trotsky, la révolution ne marquait pas simplement la fin du tsarisme en Russie. Elle annonçait la chute du système capitaliste à travers le monde, et le début d'un nouvel ordre mondial fondé sur la propriété socialiste des moyens de production. Les bolcheviques ne considéraient pas le moins du monde qu'ils édifiaient un nouveau pouvoir national en Russie. Ils cherchaient à mettre fin à tout système de pouvoir national. Ils ne se préoccupaient pas de construire une nouvelle Russie, mais un nouveau monde. Leur révolution, croyaient-ils, était la première d'une série de révolutions

socialistes qui embraserait bientôt toute la Terre, et ils ne voyaient la leur que comme un prélude. Et en Russie ils n'avaient vu que l'éclatement du maillon le plus faible des chaînes du capitalisme mondial. Lénine déclara et répéta des centaines de fois, dès 1917 et après, que la Russie socialiste ne pourrait même pas survivre si elle restait dans un monde capitaliste hostile. La « révolution mondiale » n'était ni une rengaine, ni une formule de circonstance, ni une arrière-pensée. C'était une nécessité, le centre de leurs espoirs. C'était, croyait-il, la seule façon de dominer la crise mortelle qui s'était emparée de la Société, de mettre un terme au cycle des guerres coloniales, des marchés, des matières premières, des positions stratégiques, en réorganisant la Terre, en utilisant rationnellement ses ressources physiques et humaines.

Les bolcheviques croyaient qu'ils lanceraient ce gigantesque effort en instaurant en Russie la « dictature du prolétariat », un concept que les marxistes n'ont jamais précisément défini depuis que Marx l'utilisa pour la première fois, en 1852. Marx lui-même ne précisa jamais clairement quelle serait la nature de l'État après une révolution prolétarienne. Ce concept resta brumeux sous la notion utopique que Marx se faisait du dépérissement de l'État. Parmi les marxistes russes, en particulier entre Lénine et Trotsky, il y eut d'âpres polémiques pendant des années sur la conception léniniste de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Ces querelles théoriques avaient une importance considérable, et devaient jouer un rôle plus tard, à la fois en Chine et dans les conflits politiques internes de la Russie. Mais, dans les premières années du pouvoir bolchevique, l'État russe était moins façonné par les théories que par les circonstances que dictaient la guerre civile et la guerre avec l'étranger. Par la suite, Staline se chargea de l'évolution de l'État russe, et aussi de fournir sa propre acception pour la formule « dictature du prolétariat ». L'histoire s'est emparée des prétentions du concept et, malgré le contenu véritablement démocratique des autres aspects de la pensée marxiste, la cause semble être entendue.

On ne peut parler ni de Lénine, ni de Trotsky, comme de démocrates libéraux, mais encore moins comme de monstres autoritaires. Le fait est que, pour consolider son pouvoir, Staline devait remplacer l'internationalisme sans compromis de Lénine par une doctrine nationaliste de son cru. Il devait exiler Trotsky, emprisonner, et finalement exter-

miner, la vieille garde bolchevique qui avait fait la révolution de 1917. Staline ne prit pas cette voie avant la mort de Lénine, mais il n'est pas difficile de penser comme Krupskaya, la veuve de Lénine, en 1927, que, s'il avait vécu, Lénine aurait été en train de pourrir dans une geôle stalinienne. Il est clair que pendant les dernières années de sa vie, Lénine avait conscience de l'abîme dans lequel s'enfonçait la révolution russe à cause de son isolement. L'État policier qui émergeait de son œuvre, soulignait l'échec et non la victoire de ses idées et de sa direction¹.

Tout ce qu'a pu écrire ou dire Lénine démontra à profusion qu'il considérait la révolution russe comme l'escarmouche initiale d'une lutte mondiale qui se déplacerait bientôt vers d'autres théâtres plus importants. Pour lui, la guerre civile en Russie était une opération permettant aux bolcheviques de tenir le pouvoir jusqu'à ce que les révolutions ouvrières d'Europe centrale prennent la tête de la lutte anticapitaliste. Lénine était prêt aux derniers sacrifices pour favoriser les révolutions ouvrières ailleurs, et en particulier en Allemagne. Au second congrès de l'Internationale communiste, en 1920, à Moscou, Lénine définit l'internationalisme comme « la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle internationale, et l'aptitude d'un pays ayant remporté la victoire sur sa bourgeoisie à faire les plus grands sacrifices nationaux pour renverser le capitalisme international² ».

La révolution russe était quelque chose comme une option sur le socialisme mondial, une option valable pour une période limitée. La révolution russe devait s'étendre, sinon se renfermer sur elle-même; elle devait devenir internationale de fait, ou bien assumer à nouveau sa réalité purement nationale. Elle ne pouvait continuer à vivre comme Lénine l'avait prévu, qu'en tant que révolution socialiste; mais elle pouvait se transformer en quelque chose d'autre, et c'est effectivement ce qui lui arriva. L'internationalisme était une plante fragile, qui devait croître rapidement et devenir robuste, ou bien périr étouffée par l'ivraie nationaliste. D'abord subtilement, puis brutalement, ce processus d'asphyxie agrippa le régime bolchevique russe. Ainsi commença le déplacement d'abord imperceptible, puis lent, enfin rapide, d'une conception radicale et mondiale vers une conception conservatrice et nationale. Au lieu de faire « les plus grands sacrifices nationaux en vue du renversement du capitalisme inter-

national », le régime entreprit d'exploiter à l'extérieur les plus grands sacrifices internationaux afin de préserver le « socialisme dans une seule Russie ».

Les bolcheviques avaient triomphé dans leur propre pays. Ils avaient gagné la guerre civile et brisé l'intervention militaire des Alliés, qui dura jusqu'en 1922. Mais les révolutions victorieuses en Europe centrale, sur lesquelles Lénine comptait si désespérément, n'aboutirent pas. Ces révolutions mort-nées isolaient la Russie. Elle devait s'adapter à une existence solitaire, au milieu d'une hostilité déclarée. Le peuple fatigué par la guerre, le pays ravagé, son élan révolutionnaire retombant, la Russie se replia sur elle-même. La maigre base économique héritée du tsarisme avait été étirée au maximum, et vidée par le communisme de guerre. Pour la réanimer, Lénine recourut à la Nouvelle Politique Économique, et rétablit la liberté du marché. Lénine était pleinement conscient des nouveaux dangers qui menaçaient l'État nouveau-né, à un moment où la vague révolutionnaire reflue en Europe et où la tension du peuple russe commençait à laisser place à la fatigue et aux désillusions. Il pouvait espérer qu'une nouvelle conjoncture viendrait changer les perspectives à l'extérieur, mais il ne pouvait espérer faire hiberner l'État russe en attendant qu'elle se présente. Dans ces conditions d'isolement, et le peuple se retirant de l'arène politique, en particulier après les dernières grandes batailles de la guerre civile, la réaction bureaucratique à l'intérieur du régime bolchevique saisit l'appareil du pouvoir. Alors elle entreprit de durer pour elle-même, bien avant que les jeunes partis révolutionnaires d'Europe n'aient trouvé une autre occasion de se relancer à la conquête du pouvoir politique.

Les sédiments bureaucratiques, qui commencèrent à se solidifier sur la croûte externe de l'État soviétique, se constituèrent à partir de cet isolement national de la Russie, obligeant la politique soviétique à préférer au projet d'une révolution socialiste internationale les besoins d'une extension et d'un renforcement de leurs privilèges. Cette bureaucratie s'identifia, au point de s'y substituer, au pouvoir ouvrier. Lénine s'opposa à cette évolution, mais elle était plus forte que lui. Lorsqu'il disparut, les représentants de cette nouvelle caste bureaucratique, personnifiée et conduite par Joseph Staline, l'emportèrent. L'appareil stalinien gouvernait déjà, mais c'est seulement après la mort de Lénine, en 1924, que Staline consacra la

nouvelle orientation en préconisant pour la première fois sa conception du « Socialisme dans un seul pays » ; une idée selon laquelle le socialisme peut triompher et se maintenir indéfiniment dans un seul État national. Il s'agissait d'une rupture idéologique complète avec l'internationalisme de Lénine. L'isolement de la Russie prenait rang de concept, et fournissait une justification théorique nouvelle en vue d'un abandon progressif des idées et des perspectives originales de la révolution bolchevique.

Cette transformation du caractère et du ton de la révolution s'étendit sur plusieurs années. La tentative pour subordonner les mouvements révolutionnaires étrangers aux intérêts nationaux de la seule Russie se fit jour presque dès le début, commençant à jouer un rôle dans les premières manœuvres de la diplomatie soviétique. Cela se répercuta dans le contrôle russe sur l'Internationale communiste, et dans la russification des partis communistes étrangers. Cela devint si évident, qu'en 1922, déjà lors du quatrième Congrès de l'Internationale communiste, le dernier auquel Lénine assista, il critiqua le Congrès et l'accusa d'imposer des conditions et des idées russes aux autres partis, et il mit en garde, d'une façon plus lourde de sens qu'il le croyait, contre les défaites que cela ne manquerait pas d'amener³. L'intérêt national dominait déjà la politique dictée par le Kremlin aux dirigeants politiques allemands pendant l'année critique 1923. La tactique du parti ne fut pas déterminée en fonction des conditions de la crise sociale en Allemagne, mais en fonction des changements d'orientation dans la politique étrangère du gouvernement Stresemann. Au printemps de cette année, les relations germano-russes étant apparemment détendues, surtout dans le domaine militaire, les communistes allemands reçurent l'ordre de se tenir à l'écart de l'immense poussée révolutionnaire qui faisait descendre les masses ouvrières allemandes dans les rucs, pour une tentative vaine, non dirigée, de saisir le pouvoir politique. L'été suivant, lorsque Stresemann se préoccupa d'un rapprochement avec l'Angleterre, le Kremlin fit volte-face et jeta les communistes allemands dans une insurrection sans espoir⁴. La défaite et la dispersion de ce soulèvement d'octobre 1923 en Allemagne dissipèrent les derniers espoirs russes quant à une révolution européenne. La retraite devenait une déroute.

Les trois années suivantes, de 1924 à 1927, la nouvelle direction bureaucratique russe se consacra à sa propre

consolidation, non sans contestations. Pour s'établir, l'appareil stalinien devait engager une âpre lutte contre les derniers membres de la vieille garde révolutionnaire, contre les idées et les élans originaux de la révolution. Depuis 1918, des tendances s'étaient fait jour à l'intérieur du bolchevisme pour combattre le nationalisme et une dictature oligarchique; mais c'était le fait de fractions peu connues et réduites. Désormais la résistance s'organisait au sommet du parti et, en 1925, Zinoviev et Kamenev, qui avec Staline avaient formé le « triumvirat » de 1923, firent un bloc avec Léon Trotsky, contre Staline. Cette opposition unifiée essaya, durant les deux années suivantes, de parler contre Staline avec les accents de la révolution socialiste internationale. Cette opposition au sommet bénéficiait d'un large soutien parmi les membres du parti bolchevique, mais ce soutien était déjà annihilé par l'appareil bureaucratique; et l'opposition se retrouva prisonnière d'un carcan créé par le bolchevisme, et passé depuis sous le contrôle de Staline. Au-delà des salles de conseil du parti, les ouvriers russes et le peuple en général étaient déjà trop fatigués, trop passifs pour se préoccuper de ce conflit. La lutte de l'opposition ne fut pas efficace et échoua. Le plongeon à pic vers un État policier monolithique, soutenu par des motivations nationalistes, était effectué. Ce fut précisément pendant ces trois années de transition que l'influence russe s'exerça en Chine. Les événements décisifs de la révolution chinoise en 1926-1927 eurent lieu alors que Staline, en Russie, traitait sans ménagement l'opposition battant la charge finale. La lutte qui se déroula alors, avec le débat sur la Chine au centre, décida de l'avenir de la Russie pour une période historique tout entière. Tragiquement, elle détermina également le sort de la révolution chinoise.

La défaite en Allemagne en 1923 poussa le Kremlin à se tourner vers l'Asie. Dans la vague de la révolte nationale et coloniale dans cette partie du monde, elle espérait trouver de nouvelles sources de soutien diplomatique, politique et militaire, en faveur de la Russie et contre les puissances occidentales que conduisaient la Grande-Bretagne. Après 1918, les puissances coloniales durent affronter, dans presque tous les pays d'Asie, une certaine contestation. L'influence russe était présente, au moins comme idée, dans beaucoup de ces mouvements, mais la géographie et l'histoire situèrent en Chine la part la plus active de l'intervention russe. Là, l'occasion d'accomplir une action

diplomatique et politique était à coup sûr la plus prometteuse : l'Angleterre était l'ennemi commun du bolchevisme russe et du nationalisme chinois naissant. Les premières approches soviétiques en Chine furent, la chose est assez révélatrice, des tentatives pour établir des relations avec tous les groupes, toutes les cliques, des militaristes et des politiciens susceptibles de s'allier avec les Russes contre les Britanniques.

Arrivé ici, il n'est peut-être pas inutile de rappeler au lecteur, qu'à l'époque qui nous occupe, il y a une trentaine d'années, la Grande-Bretagne était, selon toute apparence, la puissance suzeraine du globe. C'était encore la maîtresse du plus grand empire mondial, et encore la maîtresse des mers. Le déclin de l'Angleterre était déjà une réalité, mais inavouée et même opiniâtrement combattue. Le transfert du centre de gravité des affaires mondiales de l'autre côté de l'Atlantique était en cours, mais les États-Unis n'avaient pas encore reconnu, et encore moins accueilli ce nouvel immigrant. Il allait falloir une autre guerre mondiale pour achever la redistribution de la puissance et de l'impuissance entre les nations, mais le processus était alors déclenché. Dans les années vingt cependant, c'était l'Angleterre qui avait pris la tête de l'hostilité occidentale à la Russie bolchevique. C'était également l'Angleterre, la grande Angleterre impériale, qui était la cible principale des mouvements révolutionnaires nationaux les plus importants en Asie. En Chine, c'était l'Angleterre qui avait les plus forts intérêts en jeu, et les privilèges prééminents. La révolution chinoise embryonnaire était en premier lieu dirigée contre les Anglais; cette communauté de perspectives fut la première base de la coopération qui se développa bientôt entre les Russes et les nationalistes chinois.

Mais en aucune façon il ne s'agissait d'une simple répétition du vieux modèle, dans lequel les intérêts politiques chinois chercheraient à filouter les puissances aux prises les unes avec les autres, ou par lequel une puissance étrangère chercherait à utiliser une faction politique chinoise pour servir ses propres intérêts contre un concurrent. L'influence russe était faite d'ingrédients historiques plus récents, et entièrement différents. Le prestige de la révolution d'Octobre était en lui-même un fait historique. Avaient encore une réalité les idées sous-jacentes de la révolution russe, et leur signification théorique pour la Chine, la déformation grotesque de ces idées filtrées à

travers les cerveaux des nouveaux leaders du Kremlin, passa de Russie en Chine, transmise par les agents, les conseillers, les spécialistes militaires russes. Finalement se déployait le conflit entre les lignes de force de la révolution chinoise et les perspectives et les projets que le Kremlin faisait pour cette révolution.

Pour commencer, il y avait la révolution russe. La Russie, comme la Chine, était un immense pays arriéré; la nature du despotisme y était plus orientale qu'européenne, ainsi que les traits de son économie. Les paysans russes s'étaient soulevés, et leur gigantesque jacqueric, qui avait fusionné avec les courants révolutionnaires au sein de l'armée et dans les villes, avait renversé le tsar, rejeté les dirigeants modérés, adopté la cause des bolcheviques et repoussé la coalition armée des puissances occidentales pendant quatre années. C'était quelque chose que les Chinois pouvaient adapter directement, qu'il s'agisse du paysan endurant l'opposition des propriétaires terriens et des militaristes, ou bien qu'il s'agisse de l'intellectuel ressentant profondément l'assujettissement de son pays à la domination de ces mêmes puissances occidentales et de ce même Japon qui avaient essayé d'écraser la révolution russe. La nouvelle Russie, en 1919 et en 1920, avait parlé un langage nouveau et sensationnel en abrogeant tous les traités inégaux que dans le passé le gouvernement tsariste avait imposés à la Chine. La Russie nouvelle offrait à la Chine une amitié nouvelle, sur la base d'une égalité politique totale.

Le contraste entre cette attitude et celle des puissances occidentales en imposait. Les événements se chargeaient de détromper ceux qui se fiaient à la bonne volonté des vainqueurs de la guerre mondiale. Les Chinois à quelque classe qu'ils appartenissent, découvrirent que les puissances n'avaient aucune intention de mettre en pratique en Chine le principe de l'autodétermination, et cela les rendit plus réceptifs à l'égard de la Russie, qu'ils la vissent à travers les yeux embrumés de révolutionnaires convaincus ou avec le regard calculateur de ceux qui cherchaient un contrepois à l'influence occidentale. Le premier grand épisode de la révolution chinoise était survenu en mai 1919, lorsque les étudiants nationalistes, soutenus par les ouvriers, avaient manifesté pour protester contre les clauses du traité de Versailles et contre les politiciens corrompus de Pékin qui désiraient capituler devant le Japon. Ce nouveau courant dans la vie chinoise, et les nouvelles

impulsions révolutionnaires filtrant de Russie, firent rapidement cause commune; et la tension politique qu'ils provoquaient électrisa l'ensemble du corps politique de la Chine, et par là fut ressentie dans l'Orient tout entier.

La révolution d'Octobre offrait plus d'un exemple au peuple chinois. Elle se présentait comme un test positif, à une grande échelle, d'un ensemble d'idées d'une pertinence particulière en Chine. La pensée marxiste avait déjà commencé à se frayer un chemin parmi les intellectuels chinois, succédant dans les bibliothèques et les universités de ce pays au pragmatisme, à Huxley, Spencer et Mill. Ces idées, en tant qu'analyse politico-économique de la société industrielle occidentale, semblaient au mieux susceptibles d'une application seulement indirecte à la Chine. Les quelques allusions de Marx à l'Asie, contingentes et jamais développées, étaient peu comprises, mais le marxisme avait été mis à l'épreuve en Russie, une nation au moins semi-asiatique, avec une économie paysanne arriérée et contrôlée par un système entremêlé de rapports capitalistes et précapitalistes, à peine différent de celui qui existait en Chine. La polémique entre le marxiste Lénine et le marxiste Trotsky, menée en Russie en 1905 et en 1917, aboutit à ceci : dans un monde mûr pour le socialisme, un pays arriéré doit effectuer un bond de son passé précapitaliste jusqu'au seuil de son devenir socialiste; la classe capitaliste ou bourgeoise n'est pas capable de diriger ces changements; il est possible et nécessaire maintenant de sauter la phase capitaliste du régime démocratique bourgeois; cela ne peut se faire que si la classe ouvrière jette de côté les soi-disant constructeurs d'un capitalisme national, s'empare de la direction de la paysannerie et garantit la destruction du vieux système des rapports déterminés par la terre. Une fois cela accompli, les ouvriers au pouvoir pourraient entreprendre de modifier les institutions économiques et politiques du pays sur la base de nouveaux rapports socialistes de propriété. L'industrialisation et l'urbanisation à une grande échelle provoqueraient une industrialisation de l'agriculture même, et amèneraient les ouvriers des villes et ceux des campagnes à des relations nouvelles, et plus harmonieuses, sur la base d'un accroissement du niveau de vie; mais, à cette importante restriction près que tout cela n'allait être possible que dans un monde engagé dans la construction du socialisme. Tout cela ne pouvait être effectué dans un seul pays, et surtout pas dans un pays arriéré; cela ne pouvait être

accompli que par une coopération des pays arriérés avec au moins quelques-uns des pays les plus avancés du monde et « par l'édification d'une économie mondiale unifiée, reposant sur une planification générale contrôlée par le prolétariat de tous les pays du monde ⁵ ».

Pour formuler ceci d'une façon plus précisément marxiste on peut dire : le monde dans son ensemble s'ouvrant au socialisme, des perspectives politiques entièrement nouvelles s'offrent à ces pays sous-développés, n'ayant pas encore accompli les tâches de la révolution bourgeoise (indépendance nationale et unification, disparition des formes précapitalistes d'une économie essentiellement rurale). Ces tâches ne peuvent maintenant être menées à leur terme que par une révolution prolétarienne se produisant dans un contexte tel que les pays les plus avancés assurent leur passage du capitalisme au socialisme. Dans ces conditions, les révolutions simplement nationales ou anticoloniales des pays arriérés tendraient à dépasser ce stade, et à devenir des révolutions socialistes. Ce processus de télescopage des phases serait le saut qualitatif de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne et mondiale. Tels étaient les principes de base de la « révolution permanente » de Trotsky. Au moment de la révolution, ses idées et celles de Lénine se confondirent ; mettant fin à des années de polémiques serrées entre eux ⁶. C'est sur ces conceptions que reposait l'idéologie de l'Internationale communiste, et elles furent immédiatement appliquées à la stratégie plus large des événements mondiaux, tels que les bolcheviques les voyaient après leur victoire en Russie. La lutte pour supprimer le capitalisme à l'ouest, allumée par le renversement qui avait commencé en Russie, irait de pair avec les luttes de libération nationale dans les pays colonisés d'Asie et d'Afrique. Guidées et soutenues par les pays avancés l'Asie et l'Afrique seraient capables d'émerger de leurs stades respectifs d'arriération pour se joindre directement à la réorganisation socialisée des forces productives mondiales, sautant l'étape intermédiaire du capitalisme.

Pour la Chine, ces idées avaient une signification exceptionnelle et irrésistible, ouvrant une voie au travers de ce qui, sans cela, était un mur aveugle. Le monde n'avait pas de place à offrir à la Chine en tant que nouvel État national libre édifié sur une économie librement capitaliste. Les espérances des jeunes capitalistes chinois quant à la souveraineté nationale se heurtaient aux positions

territoriales, économiques et politiques que tenaient les puissances étrangères. L'expansion qu'espérait la Chine sur une base capitaliste se heurtait à la position supérieurement compétitive du capital étranger, plus intéressé, et de loin, à tirer des matières premières et de la main-d'œuvre chinoise un profit immédiat, selon le schéma colonialiste classique plutôt qu'à développer systématiquement une économie productive nouvelle dans l'intérêt du peuple chinois. De plus, cette classe dominante chinoise ne pouvait redonner vie par ses seuls efforts au marché intérieur sans résoudre tout d'abord le problème agraire; et résoudre le problème agraire, elle ne pouvait guère le faire sans se détruire elle-même. C'était la montée en Chine d'une classe ouvrière urbaine de proportion et d'importance notables dans la société, qui offrait aux idées sous-jacentes de la révolution russe un point de départ radicalement nouveau.

Au second Congrès de l'Internationale communiste, Lénine avait élaboré d'une façon très détaillée les modalités d'application de ces idées aux pays coloniaux et semi-coloniaux. Il les exprima en termes de stratégie à l'usage du Comintern et des différents partis communistes qui se constituaient juste à ce moment en Asie. Les résolutions du congrès soulignaient les distinctions à opérer entre les mouvements nationalistes-bourgeois qui ne manqueraient pas, et Lénine mettait en garde contre cette éventualité, de chercher un terrain d'entente avec l'impérialisme, et les mouvements nationalistes révolutionnaires qui combattraient l'impérialisme avec la dernière vigueur, sur la base d'une solution aux problèmes économiques et sociaux intérieurs les plus pesants⁷. Dans une série de thèses écrites pour ce congrès, Lénine a défini les rapports entre ces deux tendances du nationalisme colonial, et suggéré aux partis communistes une stratégie et une tactique pour les luttes coloniales. Il n'est pas inutile de les citer ici en partie, puisqu'elles envisagent le cœur du problème qui allait se poser et se développer en Chine dans les années suivantes :

Il est d'une importance toute particulière de soutenir le mouvement paysan dans les pays arriérés, contre les propriétaires fonciers et toutes les survivances du féodalisme. Par-dessus tout, nous devons faire tout notre possible pour imprimer au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, pour organiser les paysans et tous les exploités dans le cadre de soviets ...

C'est la tâche de l'Internationale de soutenir le mouve-

ment révolutionnaire dans les colonies et dans les pays arriérés dans le but exclusif de réunir les différents éléments des prochains partis révolutionnaires — pour qu'ils ne soient pas communistes seulement de nom — dans tous les pays arriérés, et de les faire parvenir à une claire conscience de leur tâche spécifique, à savoir la lutte contre les tendances démocratiques bourgeoises au sein de leurs nationalités respectives. L'Internationale doit établir des relations provisoires, sinon des rapports plus étroits, avec les mouvements révolutionnaires des pays arriérés des colonies sans pour cela s'amalgamer à eux, et au contraire en préservant le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même s'il n'est qu'à l'état embryonnaire⁸.

Lénine lança une mise en garde particulière contre toute « prise en charge » par les mouvements nationalistes-bourgeois, et il engagea l'Internationale communiste à « mener une guerre résolue contre les tentatives des révolutionnaires crypto-communistes pour affaiblir les mouvements de libération dans les pays arriérés d'un déguisement communiste ». Lénine présenta également à ce même congrès la mise en garde suivante, rédigée par M. N. Roy :

Il faut distinguer, dans les pays qui ne sont pas indépendants, deux mouvements différents, qui s'éloignent chaque jour de plus en plus l'un de l'autre. Le premier, c'est le mouvement démocratique nationaliste-bourgeois, avec un programme d'indépendance politique sous l'ordre bourgeois; le deuxième, c'est l'action de masse des paysans pauvres et ignorants, des ouvriers, cherchant à se libérer des exploitations de toutes sortes. Le premier s'efforce de contrôler l'autre, et il y réussit souvent dans une certaine mesure; mais l'Internationale communiste et les partis concernés doivent combattre un contrôle de ce genre, et aider les masses ouvrières de ces pays à développer une conscience de classe. Pour renverser les capitalistes étrangers, ce qui constitue la première étape d'une révolution aux colonies, la collaboration des éléments révolutionnaires de la bourgeoisie nationaliste est utile. Il n'en reste pas moins que la tâche primordiale et nécessaire consiste à former des partis communistes qui organiseront les paysans et les ouvriers pour les amener à la révolution et à l'établissement de républiques soviétiques. Par conséquent, ce n'est pas par le biais d'un développement capitaliste que les masses d'un pays arriéré doivent parvenir au communisme, mais c'est conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes avancés...

La véritable force des mouvements de libération dans les colonies ne se borne plus au cercle étroit des nationalistes démocrates-bourgeois. Dans la plupart des colonies, il existe déjà des partis révolutionnaires organisés qui font leur possible pour être en relation étroite avec les masses ouvrières. (Les relations de l'Internationale avec les mouvements révolutionnaires coloniaux doivent s'établir par la

médiation de ces partis ou de ces groupes, parce qu'ils sont précisément l'avant-garde de la classe ouvrière de leurs pays respectifs.) Leur importance aujourd'hui n'est pas immense, mais ils reflètent les aspirations des masses qui les suivront jusqu'à la révolution.

La révolution dans les colonies ne va pas être une révolution communiste dès ses premières phases. Mais si, dès le début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses révolutionnaires ne s'égareront pas, mais au contraire iront de l'avant et franchiront les étapes successives de l'expérience révolutionnaire... Les premières phases de la révolution doivent connaître un programme impliquant un certain réformisme petit-bourgeois (division des terres, etc.) Mais, de cela, il ne s'ensuit pas forcément que la direction de la révolution doive passer aux démocrates-bourgeois. Au contraire, les partis prolétariens doivent poursuivre une propagande systématique et vigoureuse en faveur de l'idée soviétique, et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers dès que possible. Ces soviets coopéreront avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour le renversement final de l'ordre capitaliste à travers le monde⁹.

En somme, Lénine proposait aux communistes des colonies de centrer leur action sur l'édification de partis ouvriers, même embryonnaires. Ces partis devaient viser à donner à la paysannerie la direction la plus radicale. Ils devaient à tout prix préserver leur indépendance politique, même en coopérant avec les groupes bourgeois nationalistes. Ils devaient résister à une assimilation par ces mêmes groupes, dont l'objectif était moins de transformer la société que de marchander avec les maîtres étrangers.

C'étaient de fortes idées et de fermes conseils. Traduits dans les termes de la réalité politique chinoise en 1923, ils auraient eu des résultats qu'il est difficile maintenant de mesurer. Mais le fait est que, si la révolution russe bénéficiait d'un prestige et d'une autorité immense en Chine, les idées de base de cette révolution ne furent jamais communiquées, jamais traduites dans les termes de la réalité chinoise, et elles ne furent jamais appliquées. C'est par l'absurde qu'elles furent éprouvées en Chine. Les communistes, sous l'égide de la Russie, non seulement ne suivirent aucune des recommandations de Lénine, mais encore ils se brisèrent sur tous les écueils qu'il avait signalés. Ils furent paralysés par le fait qu'au moment même où la Russie intervenait activement en Chine, en Russie justement la révolution régressait, au profit d'un nouveau nationalisme. La bureaucratie soviétique, comme nous

l'avons vu, avait buté à l'ouest sur l'échec du soulèvement allemand de 1923; elle se tournait vers l'est, mais ce n'était pas pour de nouvelles conquêtes prolétariennes. Elle ne cherchait que de nouveaux alliés, de nouveaux tampons, de nouveaux fronts pour émousser les attaques des puissances occidentales, de la Grande-Bretagne en particulier. A cette fin, elle conservait le vocabulaire de la révolution socialiste internationale, mais en le déformant d'une façon grotesque pour qu'il puisse servir les objectifs nationaux de l'État russe.

Il serait difficile de mesurer, dans tout cela, le degré de cynisme du sommet de la hiérarchie; mais de toute façon, pour la bureaucratie soviétique, il ne s'agissait que de commencer à identifier les aspirations révolutionnaires internationales avec le cercle étroit de ses intérêts. Puisque la Russie était l'avant-garde de la révolution mondiale, il fallait bien que tout ce qui aidait la Russie contribuât à cette révolution mondiale; et puisque la bureaucratie représentait la Russie, il fallait bien que tout ce qui aidait la bureaucratie soutînt la Russie. Par un inévitable transfert, presque naturel, la bureaucratie du Kremlin avait commencé à considérer les mouvements populaires étrangers comme des instruments à manipuler. Elle en vint à voir les communistes étrangers comme la valetaille de la diplomatie russe. De la même façon, comme ils abandonnaient les principes initiaux du bolchevisme, Staline et les autres nouveaux dirigeants perdirent de vue les idées qui les avaient portés au pouvoir. Ils n'avaient compris que superficiellement le processus de la révolution d'Octobre. Lénine était revenu de l'étranger et, en fait, les avait tirés par la moustache pour qu'ils le suivent¹⁰. Une fois la guerre civile gagnée, ils avaient été en mesure, avec une certaine aisance, d'établir leur pouvoir, tout d'abord sur le parti bolchevique, et de là sur le peuple et le pays tout entier. Pour intervenir dans les mouvements populaires étrangers, ils comptaient sur leur psychologie pseudo-rusée de manipulateurs, persuadés que les forces sociales en jeu répondraient mécaniquement à leurs notions pédantes et intéressées.

Il faut souligner néanmoins que, lorsque ce transfert s'opéra, il n'avait d'aucune façon le caractère cruellement cynique qui allait être le trait dominant de la politique soviétique les années suivantes. La Russie était encore faible. En 1924 elle dépendait toujours plus de la puissance attractive de ses idées que de sa force effective. Et

quand Staline dut faire ses preuves en maniant idées et stratégies révolutionnaires, il se retrouva sur un terrain incertain. En 1921, la façon dont le Kremlin manœuvra dans les événements de Chine était plus myope qu'astucieuse. Sa démarche était éclectique, scolastique et notablement illusoire. Les dirigeants russes comme Joseph Staline et Nicolas Boukharine, qui n'avaient pas compris comment, en Russie, la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne s'étaient confondues, revinrent quelques années plus tard, en considérant les objectifs chinois, à une conception du processus révolutionnaire par phases pétrifiées et séparées. Parce qu'ils souhaitaient désespérément convertir la bourgeoisie chinoise en un allié de la Russie, ils entreprirent de la doter de capacités révolutionnaires incommensurables. Du fait de leur profonde ignorance de la physiologie de la véritable société chinoise, ils arrivèrent à se convaincre qu'il existait un antagonisme irréductible entre la bourgeoisie nationaliste chinoise et l'impérialisme occidental. Ils proclamèrent leur conviction à la suite de « attendus » où le peuple se retrouvait réduit à l'état de robot, et où la théorie était devenue une suite de dogmes morts. Persuadés d'avoir à mettre sur rail un puissant mouvement de masse à la disposition des dirigeants nationalistes chinois, ils étaient prêts à sacrifier tous les obstacles, les communistes chinois, y compris.

Le Parti communiste chinois et le Kremlin ont fait du chemin depuis les événements de 1925-1927. Tous deux se sont débarrassés de la naïveté de leur adolescence; tous deux ont été endurcis par la guerre et conquis par un pouvoir qu'ils avaient réussi à prendre. Si aujourd'hui (en 1951) le communisme chinois rituellement continue à faire acte de foi envers le Kremlin, le souvenir, très bien entretenu, des défaites passées, qui sont dues en premier lieu à l'autorité russe doit traverser leurs relations. Le Kremlin, de son côté, a transformé la Russie, faisant d'elle une puissance de premier ordre. Il a réussi à achever les métamorphoses d'un totalitaire qui repose sur la terreur policière et la force militaire. A l'étranger, le Kremlin a perverti et détourné les mouvements populaires à ses propres fins, et est passé maître dans l'art de jongler sur l'échiquier mondial avec les partis communistes étrangers, se servant d'eux comme d'espions, de marionnettes ou de pions pour assouvir des projets purement russes. Cette Russie s'est dégagée d'une histoire où la révolution chinoise de 1925-27 était un épisode important.

Mais cette évolution alors ne faisait que commencer. Ces événements se sont produits moins de dix ans après la révolution d'Octobre, et l'État totalitaire ultra-nationaliste que trente ans après nous connaissons ne commençait alors qu'à se former sur les cendres déjà froides du rêve d'octobre. Ce moment historique a été bref, et l'on résiste mal à la tentation d'aplanir le cours déchiqueté de son processus; encore que faire endosser à la Russie mouvante de 1921 toutes les caractéristiques de la Russie développée de 1951, obscurcirait presque entièrement l'histoire véritable de cette période, et rendrait en fait impossible toute compréhension de ces événements considérables et décisifs. La tragédie de la révolution de 1925-27 réside précisément dans le fait qu'elle eut lieu au moment même où la Russie se métamorphosait en une dictature nationale. Quelques années plus tôt il en aurait été tout autrement. Il est donc nécessaire de voir que, même aujourd'hui, des foules entières sont entraînées dans l'orbite politique de la Russie, attirées par les vestiges pétrifiés des objectifs révolutionnaires de 1917, pour comprendre qu'en 1924-27, cette attirance était encore plus légitime — ces objectifs et ces élans n'étaient pas encore anéantis, les lignes de force de la prétendue « dictature du prolétariat » en Russie n'étaient pas encore totalement évidentes. A coup sûr, quelques-uns des conseillers russes et des spécialistes du Comintern qui s'agglutinaient en Chine en 1924 étaient sincèrement persuadés qu'ils propageaient la révolution et le socialisme, alors qu'ils n'étaient guère plus que du personnel et des agents de la diplomatie soviétique. Prétendant servir la révolution chinoise, ils servaient les intérêts nationaux de la Russie et, en agissant ainsi, ils précipitèrent le peuple chinois à la catastrophe.

Les ouvriers chinois s'étaient déjà engagés spontanément sur la voie de la révolution — l'élan révolutionnaire rayonnant des villes avait déjà gagné une partie de la paysannerie. Les industriels chinois, les hommes d'affaires, étaient déjà empressés de contrôler ce mouvement à peine naissant et essayaient de se travestir, comme Lénine l'avait prévu, avec l'autorité du communisme. En l'espace de quelques années courtes et rapides s'était dressé, dans les rues des cités chinoises et sur la terre fatiguée des campagnes, un mouvement de masse prodigieux, menaçant de détruire tout ce qui dans la société chinoise était corrompu et pourri. La Russie s'en mêla, gâchant avcuglement jusqu'à ses propres objectifs, et empêchant ce mouvement

de briser l'étreinte des classes exploiteuses, la révolution fut cassée. Elle fut arrêtée dans son élan en avant, et les organisations de masse furent dispersées et les dirigeants abattus. Telle fut la cruelle ironie, la tragédie de la révolution chinoise.

Chapitre 4

LE RÉVEIL DE LA CHINE

Le sursaut économique chinois durant la Première Guerre mondiale fit craquer tous les barrages de la tradition.

Par mille voies différentes, les idées nouvelles, les nouvelles mentalités, les nouvelles aspirations se répandaient dans le pays pour se briser contre le poids mort du passé, comme de puissantes vagues contre une énorme épave. Chez les intellectuels, l'échec de la révolution de 1911 avait engendré un état d'esprit teinté de désespoir et de découragement, ouvrant la voie à une vigoureuse renaissance intellectuelle qui allait enflammer une génération tout entière. De nombreux meneurs, de nouvelles forces entrèrent en scène. Dans les rangs clairsemés des intellectuels révolutionnaires de 1911, émergeait la personnalité de Ch'en Tu-hsiu fils d'une famille de mandarins de l'Anhui, qui le premier posa les termes de la révolte d'une façon plus audacieuse, plus claire et plus courageuse.

A ses côtés, il rallia tous ceux qui, avec lui, allaient transformer la vie d'une génération entière et qui, les années suivantes, allaient pénétrer sur le champ de bataille de la guerre sociale.

La nouvelle génération, proclamait Ch'en Tu-hsiu, devait combattre le confucianisme, la vieille tradition des rites et de la vertu, la vieille morale et la vieille politique... les vieux enseignements et la vieille littérature. Il voulait les remplacer par les matériaux neufs de la Démocratie et de la Science.

Nous devons abattre les vieux préjugés, la vieille façon de respecter les choses en place, avant de chercher à espérer un progrès social (écrivait Ch'en en 1915 dans sa revue *Hsin Ch'ingnien*, sous-titrée en français *La Jeunesse*). Nous

devons nous débarrasser de nos vieilles méthodes. Nous devons assimiler les idées des grands penseurs de l'histoire, ancienne ou contemporaine, à notre propre expérience, pour poser les bases de nouvelles conceptions politiques, morales et économiques. Nous devons créer l'esprit d'un âge nouveau adapté à un contexte nouveau et à une société nouvelle. Notre société idéale est honnête, progressiste, positive, libre, égalitaire, créative, belle, bonne, pacifique, coopérative; elle est difficile, mais elle rend la majorité du peuple heureux.

Nous voyons que le monde actuel est hypocrite, conservateur, négatif, répressif, injuste, étriqué, laid, faux, déchiré par les guerres, cruel, mou, triste, pour le plus grand nombre heureux pour une minorité. Ce monde, nous le regarderons tomber en ruines, jusqu'à ce qu'il disparaisse de notre vue.

J'espère que ceux d'entre vous qui sont jeunes seront conscients et combattifs. Par conscience, j'entends conscience de votre puissance et de votre responsabilité et de la façon dont vous les assumerez. Pourquoi est-ce que je pense que vous devriez vous battre? Parce qu'il est nécessaire pour vous de vous servir de toute l'intelligence dont vous disposez, pour vous débarrasser de ceux qui ont perdu leur jeunesse et qui pourrissent. Considérez-les comme des ennemis et des bêtes; ne vous laissez pas influencer par eux, ne vous associez jamais avec eux.

Oh! jeunes gens de Chine, serez-vous capables de me comprendre? La moitié de ceux que je vois sont jeunes par l'âge mais vieux dans leur mentalité... lorsque cela se produit pour un organisme, cet organisme crève; lorsque cela se produit pour une société, cette société meurt. Une maladie de ce genre ne peut se soigner par des lamentations; seuls ceux qui sont jeunes, et en plus courageux, peuvent en venir à bout... pour survivre, il nous faut la jeunesse qui nous débarrassera de la corruption. C'est là que réside l'espoir pour notre société.

Cet appel mémorable fut le manifeste qui ouvrit l'ère de la seconde révolution chinoise. A cette époque, Ch'en Tushiu était professeur à l'université de Pékin où les idées nouvelles, les élans nouveaux bouillonnaient et faisaient germer un esprit nouveau. On s'arrachait la revue de Ch'en dans toutes les facultés et dans toutes les écoles du pays. Un étudiant écrivait : « Lorsque cette revue fut publiée, ce fut pour nous comme si un coup de tonnerre nous réveillait au milieu d'un rêve agité... Des demandes d'exemplaires supplémentaires furent envoyées en toute hâte à Pékin. Je ne sais combien de rééditions connut ce premier numéro, mais je suis sûr que plus de deux cent mille exemplaires furent vendus. »

Venant renforcer la spontanéité iconoclaste de ces jeunes gens, cette revue donnait un sens à l'insatisfaction et au malaise qui étreignait toutes les classes. Cet appel à

l'action suscita une réponse immédiate que les circonstances allaient bientôt favoriser.

En 1915, le Japon allait profiter des circonstances créées par la guerre pour imposer les fameuses vingt et une demandes qui auraient réduit virtuellement la Chine à l'état de colonie japonaise. Les troupes japonaises avaient également occupé la province du Shantung. Les promesses de Wilson sur l'autodétermination et la justice sociale pour tous les peuples avaient nourri l'espoir que, dans le règlement général qui aurait lieu après la guerre, la Chine serait relevée de sa vassalité à l'égard du Japon et des puissances occidentales. Lorsque à Versailles le maquignonnage des politiciens² dissipa ces illusions, la jeunesse étudiante de Chine se souleva furieusement contre la trahison du gouvernement projaponais de Pékin. Le 4 mai 1919, de gigantesques manifestations d'étudiants eurent lieu dans la capitale. Les domiciles des ministres projaponais furent attaqués et détruits. Le mouvement s'étendit au pays tout entier, résonnant d'une façon nouvelle lorsque les ouvriers des usines se mirent en grève pour soutenir les exigences des étudiants.

A la fin de l'année 1916, il y avait déjà près d'un million d'ouvriers en Chine et, en 1922, ce nombre avait presque doublé. Plus de deux cent mille ouvriers chinois avaient été envoyés en Europe pendant la guerre. Beaucoup d'entre eux y apprirent à lire, à écrire et, fait plus important, entrèrent en contact avec des ouvriers européens et connurent le niveau de vie supérieur de l'Europe. Ils revinrent avec des idées nouvelles sur les luttes de l'homme pour améliorer sa condition. Le sentiment nationaliste s'était solidement implanté dans leur esprit, et beaucoup de ceux qui revenaient d'Europe refusèrent de descendre à terre dans les ports japonais pendant l'affaire du Shantung. Lorsque les grèves dans les usines commencèrent à consolider l'arrière du mouvement du 4 mai, les ouvriers « retour d'Europe » étaient déjà considérés comme « le pétrel annonciateur des tempêtes du monde ouvrier chinois³ ». Les ouvriers jouèrent un rôle clé dans la création des nouvelles organisations ouvrières, dont ils fournirent le noyau robuste et énergique. Au moment où les vieilles entreprises familiales se convertissaient en trusts modernes, les guildes commencèrent à se scinder en syndicats et chambres de commerce. Les ouvriers chinois, confrontés à des machines et des techniques neuves pour eux, à des idées sur l'organisation ouvrière qui ne

l'étaient pas moins, furent jetés d'un seul coup dans la tourmente politique qui se levait autour d'eux. Leurs grèves de 1919, à Shanghai et dans les autres villes, accélérèrent, plus que tout le reste, la libération des étudiants arrêtés lors des manifestations de Pékin et hâtèrent la démission des fonctionnaires coupables.

La vague du 4 mai submergea le pays tout entier, et elle fut le préambule de la seconde révolution chinoise. Le mouvement du 4 mai sembla libérer des élans longtemps retenus et d'une vigueur surprenante; les idées et les méthodes traditionnelles s'écroulaient et l'écho de leur chute résonnait d'un bout à l'autre du pays. Des jeunes gens et des jeunes filles, dans les villes et les villages, commencèrent à rompre avec leur famille et avec les anciens, deux des vieilles formes sociales de l'autorité. Un fossé se creusa entre les deux générations qui ne devait plus jamais être comblé. Les vieilles formes de pensée et d'action gouvernementales étaient encore bien des aspects de la vie chinoise; mais elles étaient touchées à mort. Dans les universités et les écoles le bouillonnement était à son comble. La déception du peuple après la conférence de Versailles concentra son attention, parmi les étudiants, sur la révolution russe.

Ce nouveau courant implantait en Chine tous les grands systèmes de la pensée socialiste européenne, démocratie, anarchie, syndicalisme et marxisme, ouvrant de nouveaux horizons et stimulant une révolution conceptuelle, morale et littéraire, accentuant rapidement les facteurs des transformations politiques et d'intensification de la lutte sociale. Toutes les classes de la société entraient dans l'arène politique; les vieilles organisations politiques connaissaient un regain de vigueur, de nouvelles organisations voyaient le jour.

Lorsque ces courants politiques neufs commencèrent à se répandre, en 1919, le Kuomintang, héritier du parti de la révolution de 1911, avait sombré dans une impuissance stérile. Ses éléments « de droite », intellectuels conservateurs de la bourgeoisie, étaient tombés sans recours possible sous la dépendance des seigneurs de guerre. Sun Yat-sen, le dirigeant de la fraction la plus radicale de l'intelligentsia, continuait à penser à la révolution en termes de conspiration militaire, essayant de dresser les militaristes les plus faibles contre les plus forts. Il avait mis au point sa propre philosophie politique qu'il résumait dans sa théorie « des Trois Principes du Peuple », le triple démisme.

Ces principes ne se signalaient ni par leur audace, ni

par leur clarté, ni même par aucun radicalisme conséquent. Son principe nationaliste qui prônait la libération de la Chine de la domination étrangère était largement dilué par les propres illusions de Sun. Premier président de la République chinoise, il avait promis aux puissances que leurs privilèges et leurs menus profits, arrachés par la force à la dynastie renversée, ne seraient pas lésés, et que les échéances de leurs prêts seraient assurées par la République ⁴. Après la guerre de 1914-1918, il comptait sur la coopération bienveillante des puissances, et il soumit aux différents ministères des Affaires étrangères un plan de collaboration « sincère ». Pour la mise en valeur des ressources chinoises il envisageait une idylle dans laquelle les étrangers détenteurs de privilèges se joindraient aux Chinois, dans une « combinaison socialiste » de laquelle chacun tirerait profit. « J'espère, écrivait-il, qu'en conséquence de ceci, les actuelles zones d'influence seront supprimées, qu'il ne sera plus question de guerre commerciale et internationale, qu'il sera possible de se débarrasser de la concurrence capitaliste qui mène à une extermination réciproque, et que, je termine par le plus important, nous pourrons éviter la lutte des classes entre le Capital et le Travail ⁵. »

Le « nationalisme » de Sun comportait également le projet de domination des Chinois sur les minorités nationales à l'intérieur de l'ancien empire. Il pensait à une « assimilation » des Mandchous, des Mongols, des Turcs, des Tibétains, au sein d'une Plus-Grande Chine contrôlée par les Han. L'idée de l'autodétermination des nationalités, de même que celle d'un affrontement rigoureux avec l'impérialisme, ne l'effleura qu'un peu plus tard.

Le second principe de Sun, la Démocratie, se préoccupait surtout de définir une période de « tutelle politique » pendant laquelle des dirigeants éclairés guideraient graduellement les masses, misérables et incultes, vers l'autogouvernement. Dans l'esprit de Sun, une sorte de paternalisme bienveillant était à l'origine de cette doctrine, qui, dans les mains de ses successeurs et de ses héritiers, devint la justification d'une tyrannie des plus absolues. En fait, il y avait un très faible rapport entre la conception que se faisait Sun Yat-sen de la démocratie, et l'idée de la conquête directe des libertés et des droits politiques par le peuple.

Le troisième principe relatif aux moyens de subsistance du peuple traduisait la pensée de Sun relative à la

future organisation économique chinoise et à la question primordiale de la terre et de la paysannerie. Il préconisait la « limitation du capital » et l'« égalisation des droits sur la terre ». Deux formules largement commentées par Sun lui-même et par ses disciples les années suivantes. Par la « limitation du capital », Sun espérait sauver la Chine des tares du capitalisme, bien que les moyens envisagés pour y parvenir n'aient jamais été clairement envisagés. Par « égalisation des droits sur la terre » Sun voulait parler d'un plan pour corriger les inégalités, de façon que « ceux qui auparavant possédaient des terres n'en souffrent pas ⁶ ». Il prévoyait une tarification de la valeur de la terre fixée en commun accord avec les propriétaires fonciers, et le recours à l'État pour toute réévaluation. Par le biais du pouvoir d'achat, l'État s'emploierait à créer de meilleures conditions pour les paysans sans terres ou les paysans en quête de terres. Sun Yat-sen, pendant plusieurs années, ne s'aventura néanmoins jamais à répandre ces plans, par peur de s'aliéner des alliés militaires et la plupart de ses partisans. Sun rejetait complètement l'idée d'une lutte de classes, et la participation des masses à la vie politique restait en dehors de ses préoccupations. Il espérait une transformation pacifique et pleine de bonne volonté de la société chinoise, dès qu'il se serait, par des moyens exclusivement militaires, emparé du pouvoir pour lui et ses partisans. Tel était l'objectif de la longue série d'avances et d'aventures militaires toujours vaines, qu'il eut l'occasion d'entreprendre ?

Quoi qu'il en soit, le regain de l'activité politique dans le pays en 1919 regonfla le parti de Sun Yat-sen qui déclina. Sun lui-même prit la parole devant des rassemblements d'étudiants et lorsque, l'année suivante, Ch'en Ch'ung-ming l'autorisa à installer un gouvernement à Canton, il prit contact avec les syndicats récemment organisés. Le mouvement ouvrier avait déjà commencé à faire des progrès. Les cheminots avaient fondé un syndicat à Ch'anghsintien, près de Pékin, où les étudiants se rendaient la nuit pour donner des cours aux syndicalistes. Les syndicats s'étaient également développés rapidement sur les côtes, à Canton et à Hong-Kong; des revues marxistes étaient publiées dans les écoles et les universités, des groupes d'études marxistes se formèrent en 1918 et en 1919, se convertirent en sociétés socialistes, et finalement, en un parti communiste chinois, en 1920. Parmi les fondateurs, l'on retrouve quelques-unes des personnalités

les plus remarquables du 4 mai, principalement Ch'en Tushiu. Le premier congrès du parti eut lieu à Shanghai en 1921. La plupart des délégués étaient de jeunes intellectuels. Leur groupe hétérogène devait se scinder; quelques-uns d'entre eux, à cause de l'adolescence de leurs sentiments, ou à cause de leurs penchants anarchiques, tombèrent bientôt dans l'obscurité, ou se retrouvèrent dans le camp adverse. L'un des fondateurs, par exemple, Tai Chitao, devint en peu de temps l'idéologue en chef et le porte-parole de l'aile droite du Kuomintang. D'autres, comme Ch'en Kung-po, Shao Li-tzu, et Chou Fu-hai, ne tardèrent pas à devenir les plus beaux fleurons du régime nationaliste. Ch'en Kung-po, entre autres, finit par passer du côté des Japonais. D'autres, comme le fameux Li Ta-chao, devaient perdre la vie lors des luttes à venir. Parmi les fondateurs nous trouvons aussi un jeune bibliothécaire, adjoint de Li, un Hunanais, qui s'appelait Mao Tse-tung.

Le nouveau parti communiste dut affronter très vite le problème de ses rapports avec les autres groupes en formation. Lors du second congrès, en 1922, il fut décidé de proposer au Kuomintang une alliance des deux partis. Lorsque ce plan fut présenté à Sun Yat-sen, il le repoussa. Il dit qu'il pouvait permettre aux communistes d'adhérer au Kuomintang, mais qu'il n'entérinerait pas l'alliance des deux partis. Peu de temps après, Maring, le premier délégué du Comintern en Chine, qui avait déjà eu l'occasion d'entrer en contact avec Sun dans le Sud, rencontra le comité central du parti communiste à Hangchow, au lac de l'ouest. Il proposa purement et simplement aux communistes d'adhérer au Kuomintang et de profiter de sa structure organisationnelle très lâche pour développer leur propre propagande et multiplier leurs contacts avec les masses*.

Maring fondait sa proposition tout d'abord sur sa propre expérience, avant la guerre, à Java; il avait eu affaire à des sociaux-démocrates de gauche qui avaient rejoint le Saraket Islam, un mouvement mi-politique, mi-religieux, d'opposition à la domination coloniale hollandaise. Au sein du Saraket Islam, ce noyau avait entrepris d'organiser des groupes d'ouvriers, et, pendant la guerre, avait

* Ces renseignements reposent sur les notes prises au cours d'une conversation avec Maring, à Amsterdam, en 1935. Maring, dont le nom réel était Sneeveliet, était un communiste hollandais qui devait rompre avec le Comintern et diriger un groupe socialiste de gauche en Hollande. Il fut fusillé par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

réussi à développer dans la colonie les bases d'un mouvement politique de gauche d'importance notable. Ensuite, Maring était également persuadé que dans le groupe de Sun Yat-sen à Canton, il y avait le noyau de cette sorte de mouvement révolutionnaire national auquel Lénine avait fait allusion lors du second congrès du Comintern. A cet égard, il se fondait sur les relations de Sun avec le mouvement ouvrier en plein essor dans le Sud.

Selon Maring, la majorité du Comité central admit ses conclusions. Ceux qui les refusèrent doutaient du poids du Kuomintang comme force politique, et ne croyaient pas qu'il voulait, ou pouvait, devenir un mouvement de masse, et se prononcèrent sur cette base. Ch'en Tu-hsiu, que Maring compte parmi ceux qui acceptèrent sans difficulté d'adhérer au Kuomintang, a laissé un compte rendu de la conférence de Hangchow qui diffère sur ce point⁸. Ch'en dit que tous les membres du Comité central s'opposèrent à Maring, certifiant que, même à ce moment, les communistes chinois étaient persuadés que cette démarche « jetterait les organisations de classe dans la confusion et contrarierait l'indépendance de la politique du parti communiste ». Mais cela fut écrit après coup. En 1922, Ch'en avait écrit : « La coopération avec la bourgeoisie révolutionnaire est la voie que doit nécessairement suivre le prolétariat chinois⁹ », et manifestement c'est dans cet état d'esprit qu'il agit avec le Kuomintang. Il semble plus juste de considérer que l'opposition à Maring reposait sur une analyse où le Kuomintang était considéré comme mourant et sans valeur. Analyse exprimée le plus vigoureusement, se rappelle-t-il, par Chang Kuo-t'ao, un autre des fondateurs du communisme chinois. En définitive la proposition fut adoptée, mais il subsistait néanmoins un doute considérable sur l'accueil que le Kuomintang, et spécialement Sun, lui réserverait^{*}.

* Selon Ch'en Tu-hsiu, l'adhésion au Kuomintang fut votée lorsque Maring invoqua la discipline du Comintern. Maring dément cela, faisant remarquer que les communistes chinois auraient pu en appeler à des organes supérieurs de la hiérarchie du Comintern. « De plus, je n'étais muni d'aucune directive spéciale, ajoutait-il. Je n'avais aucun document en main. » Pour faire toute la lumière sur ce point, il faudrait recourir aux archives inédites et inaccessibles du Comintern. Selon Pavel Mif, du bureau de l'Extrême-Orient du Comintern, les premières instructions formelles « en vue de coordonner les activités du Kuomintang et du jeune Parti communiste chinois » furent données dans une communication spéciale du Comité exécutif en date du 12 janvier 1923. A cette époque, les communistes avaient déjà adhéré au Kuomintang individuellement, bien que la décision formelle en ce sens n'ait été prise qu'au cours du troisième congrès du Parti communiste chinois en juin 1923. (Cf. Pavel Mif, *Heretic China*, N. Y. 1937, p. 21-22)

Les communistes entrèrent dans le Kuomintang individuellement, dans l'espoir de gagner à leur cause les ouvriers du Sud ayant déjà adhéré à ce parti. Au même moment, ils pressèrent Sun Yat-sen de réorganiser son parti sur la base d'un nouveau programme capable de susciter un soutien populaire. Sun ne se montra pas chaud pour ces propositions; seulement, lorsqu'il fut forcé de s'enfuir une fois de plus pour protéger sa vie, à la suite d'une révolte du général Ch'en Ch'ung-ming à Canton en juin 1922, il devint plus réceptif aux arguments de Maring, que soutenait d'ailleurs Liao Chung-kai, l'élément le plus radical de son entourage. Sun ne croyait toujours pas au rôle d'un mouvement de masse comme arme politique, mais il commençait à être attiré par les perspectives d'aide concrète et directe de la Russie.

La combinaison de plusieurs facteurs poussa Sun à penser d'une façon plus précise à une alliance avec la Russie. Son projet d'une mise en valeur internationale de la Chine avaient essuyé toutes les rebuffades des pays étrangers auxquels il avait été soumis¹¹. Les puissances avaient entrepris de fixer leurs relations en Extrême-Orient à la conférence de Washington en 1921-1922. Mais, alors que cette conférence scellait le traité des neuf puissances garantissant l'intégrité territoriale de la Chine, le règlement le plus important concernait plus les rapports anglo-américains avec le Japon que les besoins de la Chine. Cette conférence, pour reprendre la formule de Wang Ching-wei, « libéra la Chine de la politique japonaise d'empiètements délibérés et violents », seulement pour la rendre victime « de l'empiètement coopératif et lent » de toutes les puissances¹². Sun et ses partisans commencèrent à perdre quelques-unes de leurs illusions quant à la bonne volonté occidentale. Simultanément, ils commencèrent à considérer la Russie non seulement comme une source d'aide matérielle, mais comme un levier pour arracher des concessions aux puissances occidentales.

Le gouvernement de Moscou avait déjà indiqué qu'il était prêt à reposer, sur une base radicalement nouvelle, le problème des rapports sino-soviétiques. Le 4 juillet 1918, Tchitcherine, alors commissaire aux Affaires étrangères, déclara que la Russie bolchevique renonçait à tous les traités inégaux tsaristes passés avec la Chine, ainsi qu'à tous les arrangements passés avec le Japon et les autres pays relativement à la Chine. Cette politique fut à nouveau proclamée dans un manifeste en date du 25 juillet 1919 et

signé de Léon Karakhan, commissaire adjoint aux Affaires étrangères. Ce manifeste disait que le gouvernement soviétique annulait « tous les traités secrets conclus avec le Japon, la Chine et les anciens alliés; traités par lesquels le gouvernement tsariste, de concert avec ses alliés, asservissait par la force et la corruption les peuples de l'Orient et la nation chinoise en particulier, pour le plus grand profit des capitalistes russes, des grands propriétaires russes et des généraux russes ». A nouveau, le 7 septembre 1920, dans une note formelle adressée à la Chine, le gouvernement soviétique réitéra cette dénonciation de tous les précédents traités, renonçant à toutes les annexions tsaristes en territoire chinois, rendant à la Chine « à tout jamais, sans frais, tout ce qui avait été voracement accaparé par le gouvernement tsariste et la bourgeoisie russe ¹³ ». Les premières missions soviétiques envoyées à Pékin, sous la direction de Yourine, de Paikes, essayèrent de 1920 à 1922 de négocier un nouveau traité sur cette base, mais furent bloquées principalement par la pression japonaise et occidentale sur le gouvernement de Pékin. Ces premiers contacts entre la Russie bolchevique et la Chine illustrent bien comment, même à cette date, des contradictions s'élevaient entre les objectifs nationaux de la Russie et les objectifs révolutionnaires de l'Internationale communiste. Les déclarations de Moscou en 1919 et 1920 avaient fait souffler un vent nouveau dans les annales de la diplomatie internationale. La proposition par ce nouveau gouvernement révolutionnaire d'aborder les problèmes avec la Chine sur la base de l'égalité irrita les puissances occidentales, et trouva parmi toutes les classes en Chine un écho favorable; cependant quelques équivoques significatives subsistaient, en particulier sur le chemin de fer de l'Est chinois, qui font penser qu'au moins quelques Russes avaient des arrières-pensées à cette époque*.

Mais ce qui est encore plus frappant, c'est le fait que les premiers agents soviétiques envoyés en Chine par le gouvernement Chita et le bureau d'Irkoutsk du Comintern, ne

* Il est évident, par exemple, que le manifeste du 25 juillet 1919 comportait initialement une offre russe spécifique de rendre le chemin de fer de l'Est chinois sans aucune compensation pour la Russie. Cette clause apparut dans une version publiée à Moscou, puis disparut lors des réimpressions, pour être finalement laissée par erreur dans un texte communiqué officiellement à Pékin au mois de mars suivant. Ce fut la source de bien des querelles dans les négociations sino-soviétiques par la suite. L'histoire de cette phrase et de son intéressante disparition sont évoquées dans la thèse présentée à l'université Columbia en 1950 par Allen S. Whiting, *Sino-Soviet Relations, 1917-1924*.

vinrent pas pour prospecter les courants révolutionnaires en gestation, mais pour composer avec tout ce qui ressemblait à une bande de militaristes ou de politiciens susceptibles de servir les intérêts diplomatiques de la Russie. Le gouvernement de Pékin était alors aux mains d'une clique notoirement projaponaise, le club Anfu, et les Russes scrutaient l'horizon dans l'espoir de découvrir des opposants éventuels. Le mouvement nationaliste étriqué que dirigeait Sun Yat-sen dans le Sud ne les impressionnait guère comme base de soutien des intérêts soviétiques. Ils étaient plus attirés par la force militaire du seigneur de guerre Wu Pei-fu, qui cherchait à renverser, pour la remplacer, la clique Anfu au pouvoir. Lorsque en 1920 Wu s'empara effectivement du gouvernement de Pékin et installa un cabinet civil de sa façon, l'expert des affaires orientales, V. Vilensky, écrivit dans les *Izvestia* : « Wu Pei-fu a hissé son drapeau sur les événements qui se sont déroulés en Chine, et il est clair que, sous ce drapeau, le nouveau cabinet chinois doit prendre une orientation favorable à la Russie soviétique¹⁴. »

Mais Wu regardait plutôt vers l'Angleterre, et le Soleil levant fut très vite remplacé par l'Union Jack à la porte de derrière du gouvernement de Pékin. C'est pourquoi les négociations de 1921 n'aboutirent finalement à rien.

Lorsque au printemps de cette année, Maring arriva en Chine pour entrer en contact avec Sun Yat-sen, qu'il avait déjà rencontré au Kwangsi, il décida que le courant principal du nationalisme chinois empruntait le canal du Kuomintang. Sa conviction fut renforcée, lorsque en janvier 1922, il assista à une grève des marins de Canton et de Hong-Kong, et il trouva que le Kuomintang avait déjà des relations d'une certaine ampleur avec le jeune mouvement ouvrier chinois. La proposition faite par Maring aux communistes chinois d'adhérer au Kuomintang marquait l'abandon de ce qu'on appelait « la ligne d'Irkoutsk » du Comintern. Lorsque Sun Yat-sen, chassé de Canton par Ch'en Ch'ung-ming, arriva à Shanghai en août 1922, Maring le rencontra à nouveau et le pressa de substituer, lors de toute tentative de reconquérir Canton, à des moyens purement militaires, une campagne de propagande de masse et une campagne d'organisation. Cette fois-là, il fut mieux accueilli. Sun, conterné par le résultat de la conférence de Washington, en venait à songer à une aide soviétique. Telle était la teneur du rapport que Maring remit à Moscou, le mois suivant, lors de son retour. Se fondant sur les

découvertes de celui-ci, le Comintern abandonna « la ligne d'Irkoutsik », qui cherchait des ouvertures chez les militaires du Nord, et déplaça son attention sur Sun Yat-sen. Les analyses de Maring furent publiées dans la presse communiste, et furent le point de départ d'une orientation entièrement nouvelle de la politique soviétique¹⁶. Le gouvernement soviétique envoya Adolphe Joffe, l'un de ses diplomates les plus importants, établir des contacts plus formels avec Sun Yat-sen.

La rencontre eut lieu à Shanghai et, le 26 janvier 1923, ils publièrent un communiqué commun où Joffe confirmait que « les conditions pour une implantation effective du communisme ou du socialisme n'existaient pas ici » et que « l'objectif primordial et immédiat en Chine était d'achever l'unification et l'indépendance nationale ». Joffe assura à Sun que pour la poursuite de ces objectifs, le mouvement nationaliste « pouvait compter sur l'aide de la Russie¹⁶ ». Cette formule diplomatique inaugura l'entente formelle avec Sun. En même temps, les Russes accéléraient les négociations de Pékin et, l'année suivante, Léon Karakhan, en sa qualité d'envoyé soviétique, signait triomphalement le traité sino-soviétique de mai 1924. Nettement, à ce moment, toute l'attention était portée sur le Sud. Armes, argent et conseillers commencèrent à affluer pour mettre en œuvre l'accord avec Sun et le Kuomintang. Il fut admis, dès le départ, sans autre forme de procès, que les communistes chinois se consacraient désormais exclusivement à aider le Kuomintang à devenir un solide allié. Toutes les explications, les formulations plus élaborées, n'arrivèrent que plus tard. Au début, il s'agissait d'un résultat évident et « pratique » de ce nouveau tournant de la politique soviétique. Les Russes avaient conclu un arrangement avec le Kuomintang; la tâche des communistes chinois était de faciliter et de faire fructifier cet arrangement. Lorsque Michaël Borodine prit ses fonctions auprès de Sun Yat-sen, à la fin de l'année 1923, il n'était pas un délégué de l'Internationale communiste auprès du Parti communiste chinois, mais un conseiller auprès du Kuomintang, délégué par le bureau politique du parti communiste de l'U.R.S.S. Cette distinction était loin d'être purement formelle, et reflétait bien les réalités politiques sous-jacentes. Le travail de Borodine était de réorganiser et d'insuffler un sang nouveau au Kuomintang, et tous les efforts, en particulier ceux qu'on attendait des communistes chinois, devaient être concentrés

sur cet objectif. Le Comité exécutif du Comintern s'était prononcé le 12 janvier 1923 : « Tant que la classe ouvrière n'est pas suffisamment différenciée en une force absolument indépendante, le Comité exécutif de l'Internationale considère qu'il est nécessaire de coordonner les activités du Kuomintang et du Parti communiste chinois. » Le parti « ne devait pas fusionner » avec le Kuomintang. « ni ranger son étendard », mais d'un autre côté la « tâche centrale » était maintenant de coopérer avec le Kuomintang et de reconnaître l'impossibilité de rester une « force absolument indépendante ». Il se peut que quelques-uns des membres du Parti communiste chinois aient trouvé ces formules quelque peu fourbes, mais le troisième congrès du parti en juin 1923, fit taire toute opposition interne à l'adhésion au Kuomintang et lança le mot d'ordre : « Tout pour le Kuomintang ! » La résolution finale du congrès déclarait que « le Kuomintang serait la force centrale de la révolution nationale et qu'il devrait occuper une position dirigeante ¹⁸ ». Borodine entreprit de convaincre Sun Yat-sen que le Kuomintang manquait d'une organisation disciplinée, s'appuyant sur un puissant mouvement de masse. Sun était parvenu à rétablir son pouvoir à Canton ; en novembre, il y était à nouveau menacé par l'armée de Ch'en Ch'ung-ming. Borodine, aidé par les communistes chinois, s'arrangea pour prouver que les militaristes pouvaient être aisément repoussés par le spectacle de la force populaire. La facilité avec laquelle ce résultat fut atteint emporta les derniers doutes du dirigeant nationaliste. Avec l'aide de celui-ci, Borodine traça un nouveau programme pour le Kuomintang. Ce programme reposait sur une coopération entre le Kuomintang et la Russie soviétique, aussi bien que sur le parti communiste chinois, sur l'idée d'une lutte anti-impérialiste se fondant sur les masses, sur une plate-forme de réformes libérales accordées aux ouvriers et aux paysans. Borodine reprit et aménagea les formules de Sun, « limitation du capital » et « égalisation des droits sur les terres ». Il les traduisit en projets de réduction de 25 % des loyers et la promesse d'un code du travail ¹⁹. Ce nouveau programme fut adopté, et la réorganisation du Kuomintang approuvée lors du premier congrès national du parti, qui se tint à Canton en janvier 1924, le jour même où Lénine mourait.

Le Kuomintang devint une réplique grossière du parti bolchevique. Les méthodes bolcheviques d'agitation et de propagande furent introduites aussi bien pour créer la

base d'une armée bien pénétrée des idées du Kuomintang, que pour mettre fin à l'habituel schéma de dépendance à l'égard des vieux militaristes. En mai 1924 les Russes fondèrent l'Académie militaire de Whampoa. Cette académie était entretenue et fonctionnait avec des fonds russes, et une équipe de conseillers militaires russes y enseignait. Avant longtemps, les armes russes arrivèrent par cales entières dans le port de Canton, approvisionnant les armées qui ralliaient cette nouvelle bannière dès que le Kuomintang commença à étaler la force neuve sur laquelle il s'appuyait. Le parti communiste chinois, principal-entrepreneur de ce travail de réfection, se borna religieusement à édifier le Kuomintang et à répandre sa doctrine. Ses membres étaient les ouvriers les plus infatigables du parti, mais ils n'apparurent jamais comme communistes, et ne présentèrent jamais aucun programme de leur cru. Le parti communiste devint théoriquement et pratiquement, par le travail qu'il effectuait et la façon dont il éduquait ses propres membres, l'appendice de gauche du Kuomintang. Néanmoins ce fait était masqué dans la phase initiale du mouvement par la croissance spectaculaire du mouvement de masse. Ni la tactique des communistes, ni les exigences du Kuomintang ne provoquèrent l'éclosion de ce mouvement de masse dont les origines se cachaient, comme du métal dans un minerai, au cœur de la société chinoise.

Dans les usines chinoises ou appartenant à des étrangers, à Canton, Shanghai, Hankow, Tientsin et d'autres villes, les ouvriers d'usine vivaient et travaillaient dans des conditions comparables tout au plus à celles des ilotes employés dans les usines au début de la révolution industrielle en Angleterre. Les hommes, les femmes, les enfants travaillaient, comme ils continuent à le faire, douze, quatorze, seize heures, pour un salaire de l'ordre de huit *cents* par jour, sans la moindre précaution propre à assurer leur sécurité ou leur santé. Le système d'apprentissage fournissait aux petits producteurs et aux patrons d'ateliers une main-d'œuvre enfantine inépuisable, travaillant de dix-huit à vingt heures par jour pour un bol de riz et une planche pour dormir. Ce que ces conditions pouvaient coûter en termes de pauvreté était visible. Ce qu'elles coûtaient en vies humaines, personne ne pouvait le savoir, car personne ne connaît le taux de mortalité en Chine²⁰. Contre ces conditions de disette chronique, les ouvriers dont les rangs augmentaient avec le développe-

ment de l'industrie, commencèrent à se rebeller lorsqu'ils réalisèrent qu'ils pouvaient ne pas se soumettre docilement à leur sort. Il y eut de petites grèves avant même les événements politiques de 1919. En 1920, le syndicat des mécaniciens de Canton gagna une grève importante, et en 1922 les marins de Hong-Kong écrivirent le premier chapitre historique d'un combat d'un nouveau style contre l'impérialisme en faisant aboutir une grève contre les Britanniques, obtenant la reconnaissance de leurs syndicats et des augmentations substantielles de salaire²¹. Les grèves stimulèrent les ouvriers, qui affluèrent dans les syndicats. En mai 1922, le premier congrès national du travail eut lieu à Canton sous la présidence des marins victorieux. Le congrès réunissait les représentants de deux cent trente mille syndiqués; sous la pression directe de ce nouvel élément, le gouvernement du Kwangtung de Sun Yat-sen révisa le code pénal pour légaliser la constitution de syndicats, facilitant par là un élargissement de l'action syndicale²².

En Chine centrale et en Chine du Nord, la lutte pour la reconnaissance du droit syndical, pour une augmentation des salaires et le droit d'en discuter collectivement, progressait également. Le conflit principal eut lieu chez les ouvriers de la ligne de chemin de fer Pékin-Hankow. Un meeting du syndicat étant convoqué à Chengchow, au Honan, Wu Pei-fu ordonna à ses troupes de démanteler la réunion. Le 7 février 1923, soixante ouvriers furent massacrés. Cette répression n'enraya que passagèrement le travail organisationnel des cheminots. A un jour près, une année plus tard, le congrès national des cheminots se tenait et un comité national était constitué pour mener la lutte pour « l'amélioration des conditions de travail, le respect de nos vies, l'éducation pour nous et nos enfants, le droit de former des syndicats pour forger la solidarité entre les travailleurs des chemins de fer²³ ». A Shanghai, au début de l'année 1923, il y avait déjà vingt-quatre syndicats et quarante mille ouvriers syndiqués.

Selon des rapports incomplets, en 1918, on avait enregistré vingt-cinq grèves dans le pays, impliquant moins de dix mille travailleurs. En 1922, il y en eut quatre-vingt-onze, concernant cent cinquante mille ouvriers. Le mouvement ouvrier se développait avec une rapidité foudroyante. Le 1^{er} mai 1924, à Shanghai, cent mille ouvriers défilèrent dans les rues; à Canton il y en eut le double. Des comptes rendus de l'année décrivent comment à Wuchang, Hanyang

et Hankow, en dépit d'une loi martiale appliquée rigide-ment, les drapeaux rouges flottèrent sur les quartiers ouvriers. Le slogan traditionnel du 1^{er} mai, la journée de huit heures, avait quelque chose de millénariste pour des ouvriers qui commençaient à rêver d'une journée de quatorze heures au lieu de seize, douze au lieu de quatorze, dix au lieu de douze.

« Huit heures de travail, huit heures d'éducation et de loisirs, huit heures de repos, comme ce programme est raisonnable! », titraient les tracts ce jour-là. « Pendant quarante ans, la jeunesse ouvrière a versé son sang pour y parvenir. Le temps est révolu où les ouvriers n'étaient rien d'autre que du fourrage pour les patrons. S'il leur faut une révolution pour céder, ils l'auront! »

« Aujourd'hui, camarades ouvriers, rappelez-vous que vous êtes des hommes, pas moins qu'un patron. Exigez d'être traités comme des hommes. Organisez-vous! L'union fait la force. D'autres camarades vous tendront la main! » « Travailler sera un plaisir, notre offrande à la fraternité. Nous y serons appelés par les cloches de la liberté²⁵! »

Il est évident qu'au moment où le Kuomintang était réorganisé, en 1924, les ouvriers, en Chine, avaient déjà commencé à s'organiser dans un mouvement marqué par l'indépendance de son esprit et son militantisme. Il est également évident qu'ils étaient sceptiques ou soupçonneux à l'égard des « alliés » qui apparaissaient à Canton. C'est là que le 1^{er} mai, Sun Yat-sen avait dit à un auditoire d'ouvriers : « La différence entre les ouvriers chinois et les ouvriers étrangers, c'est que ces derniers sont opprimés par leurs propres capitalistes et non par ceux des autres pays... les ouvriers chinois ne sont pas encore opprimés par les capitalistes chinois... ce sont des capitalistes étrangers qui les oppriment²⁶. » Des mises au point de la même eau furent faites par un orateur du Kuomintang lors du premier congrès des ouvriers des transports, à Canton, le mois suivant. G. Voitinsky, un délégué du Comintern, qui devait jouer un rôle éminent dans le dépassement du scepticisme en question, rapporta à ce moment que les délégués « avaient accueilli froidement et dubitativement la déclaration du représentant du Kuomintang qui avait appelé les ouvriers à former un front uni avec les paysans, les intellectuels, mais non sous l'hégémonie du prolétariat²⁷ ». Cet état d'esprit et cette tendance furent bientôt submergés par les exigences de l'alliance du parti communiste avec le Kuomintang.

Les paysans avaient semblablement commencé à se regrouper avant que le Kuomintang ne renaisse de ses cendres, en 1924. Le mouvement paysan moderne en Chine est né à Haifeng, dans un district de la rivière de l'Est dans la province du Kwangtung, grâce à P'eng Pai, l'une des figures les plus marquantes de la révolution chinoise. Fils d'un propriétaire foncier très à l'aise du district de Haifeng, P'eng Pai devint maître d'école dans son village natal. Il fut l'un des premiers dans la région à rejoindre les rangs du parti communiste, et il essaya bientôt d'organiser les paysans. Démis de ses fonctions pour avoir pris la tête de la manifestation du 1^{er} mai avec ses élèves, P'eng alla à la campagne, se consacrant entièrement à faire sortir les paysans de leur torpeur. Il a consigné lui-même l'histoire de ses premiers échecs, de ses premiers succès, de ceux de l'association paysanne de Haifeng, dans un petit pamphlet²³. Fils de landlord, il fut d'abord reçu avec méfiance et hostilité. Finalement, il réussit à enflammer l'imagination de quelques garçons de ferme. Avec un gramophone et quelques autres astuces, il passionnait les villages et réussit bientôt à les convaincre de former l'association qui les sauverait. La première association paysanne était née; elle grandissait rapidement, et les soldats de Ch'en Ch'iung-ming lui donnèrent bientôt le baptême du feu.

L'organisation s'étendit bientôt aux districts voisins, et avant le milieu de l'année 1923, l'ossature de l'association paysanne du Kwangtung était déjà en place. « Il n'est pas vrai », pouvait-on lire dans un des manifestes du nouvel organisme, « que les propriétaires fonciers aient acheté la terre qu'ils possèdent. Les parents et les grands-parents des actuels propriétaires l'ont arrachée de force aux paysans. Même si l'on suppose qu'elle a été achetée, elle n'a été payée qu'une fois, alors que les propriétaires en tirent chaque année un loyer, et, cela depuis des centaines et des milliers d'années... Les propriétaires reçoivent la plus grosse partie de la récolte alors qu'ils n'effectuent pas le moindre travail. Combien d'argent, combien de sueur nos pères et nous n'avons-nous pas versés sur cette terre! » C'étaient là des phrases simples pour une situation dont on avait appris aux paysans qu'elle ne changerait jamais, et qu'elle était sanctionnée par le ciel. Lorsque les syndicalistes paysans suggérèrent qu'elle pouvait être modifiée par leurs propres efforts, et qu'ils prouveraient que c'était possible, ce fut comme si le monde avait changé de face.

Le ciel se montra tout d'un coup aussi favorable aux paysans qu'aux propriétaires. Ces idées s'infiltrèrent dans la campagne comme la pluie dans la terre. Elles portaient rapidement des fruits. Les luttes paysannes contre les propriétaires, contre les magistrats, contre la police et les soldats, se multiplièrent à travers les districts de la rivière de l'Est et provoquèrent des affrontements du même genre à l'ouest et au nord de la province. Les paysans commencèrent par réclamer une réduction des loyers pour exiger presque aussitôt leur abolition pure et simple. Dès 1923, dans le district de Kaoyao, selon une source chinoise bien documentée, « quelques-uns des fermiers membres des unions paysannes eurent le courage de refuser de payer les loyers et les propriétaires durent recourir à l'armée et à la police pour se les faire payer ²⁹ ». Chaque fois, il y eut de brèves escarmouches. Le mouvement paysan prenait déjà forme lorsque le Kuomintang entra en scène en 1924.

Le Kuomintang devait encore devenir le « Pouvoir » non seulement dans la province du Kwangtung mais aussi dans la ville même de Canton. Durant l'été de 1924, le Kuomintang était nettement concurrencé par les Volontaires-Marchands, une organisation armée et financée par les Britanniques et les riches compradores de Canton et de Hong-Kong et mise au point par Ch'en Lien-po, le principal comprador de la *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation*, la tête de pont des institutions financières britanniques en Extrême-Orient. Le 10 août, Sun Yat-sen faisait saisir une cargaison d'armes destinées à Ch'en et, après bien de hésitations et des atermoiements, se décidait à éliminer ces détachements armés qui menaçaient son contrôle sur la ville. Le 26 août, le consul général de Grande-Bretagne lançait quasiment un ultimatum, menaçant de faire intervenir la flotte britannique si les Volontaires-Marchands étaient attaqués. Sun protesta, en vain, auprès du Premier Ministre britannique, le travailliste Ramsay MacDonald. Sun en appela également à la Société des Nations, qui n'accusa même pas réception. Finalement, en octobre, les cadets de Whampoa, des détachements ouvriers et des milices paysannes se jetèrent sur les Volontaires-Marchands et après une bataille courte mais violente, les désarmèrent. Les canonnières britanniques ne bougèrent pas ³⁰.

Quatre mois plus tard, Canton était à nouveau menacé par Ch'en Ch'iung-ming, l'ancien allié de Sun Yat-sen,

un militariste qui contrôlait encore la plus grande partie de la province. Les troupes du Kuomintang lancèrent leur attaque contre ses places fortes sur la rivière de l'Est. Mais l'élément nouveau et décisif fut l'intervention des paysans. A Haifeng, Lufeng, Waiyeung, et Wuhua, ils le prirent à revers, coupant ses lignes de communication, anéantissant son approvisionnement. Les paysans de Tungkwan, Siapen, et de bien d'autres districts, combattirent aux côtés des troupes nationalistes, comme guides, comme éclaireurs ou comme messagers. Contre cet assaut qui semblait venir de tous les côtés à la fois dans son propre territoire, Ch'en était impuissant. Il se replia et abandonna son projet d'attaquer Canton ³¹.

Le 1^{er} mai 1925, le second Congrès national du Travail et la première assemblée provinciale de l'Association paysanne tinrent leurs assises simultanément à Canton. Ce fut une manifestation impressionnante des nouvelles forces du Kuomintang. Le Congrès du Travail réunissait deux cent trente délégués, représentant cinq cent soixante-dix mille syndiqués de toutes les grandes villes du pays ³².

Les associations paysannes n'existaient que dans 22 hsien (district) dans la province du Kwangtung; 117 délégués assistaient au congrès, représentant près de cent quatre-vingt mille paysans ³³. Ils défilèrent ensemble dans les rues, avec des milliers de paysans et d'ouvriers cantonnais qui affluèrent en ville. Il s'agissait peut-être de la première manifestation formelle de solidarité entre ouvriers et paysans dans l'histoire chinoise. Ils se rendirent dans les préaux des différentes écoles de Canton qui leur étaient réservés pour les dix jours de la session. Des ouvriers politiques et des étudiants prirent la parole au cours des réunions. Pour la première fois, les participants entendirent parler de moyens techniques susceptibles d'alléger leur peine. Ils se promènèrent dans les classes et les bibliothèques, découvrant un monde qu'une vie de travail sans répit leur avait caché.

Quelques semaines plus tard, le régime nationaliste s'établissait à Canton. La ville était auparavant sous le contrôle de deux généraux yunnanais, Yang Hsi-min et Liu Chen-huan, qui espéraient, comme beaucoup d'autres, tirer profit d'une collaboration avec le Kuomintang. Mais la lutte pour le pouvoir en ville était inévitable. Une fois de plus, les cadets de Whampoa et des ouvriers en armes combattirent côte à côte. L'affaire était gagnée d'avance et les troupes yunnanaises, démoralisées, mises en pièces

furent chassées de la ville. Les paysans des districts de la rivière de l'Ouest achevèrent le travail en coupant la route aux fuyards et les anéantissant au cours d'un bref engagement à Kiangtun³⁴. Pendant ce temps une nouvelle vague déferlait de Shanghai. Le nouveau mouvement de masse allait connaître son point le plus haut.

Les ouvriers de Shanghai avaient entamé leur propre action contre les conditions de travail dignes de l'esclavage qui étaient en vigueur, en particulier dans les filatures de coton... Une série de grèves avait été organisée au début de l'année 1925, pour obtenir des augmentations de salaire et pour protester contre la brutalité des contremaîtres, surtout ceux des mines appartenant aux Japonais. A Tsingtao des ouvriers en grève avaient été abattus, et à Shanghai, un contremaître japonais avait tué d'un coup de revolver un ouvrier chinois, aggravant le ressentiment et la colère des masses en train de prendre conscience. Un défilé de protestation fut organisé à Shanghai, auquel participèrent des ouvriers et des étudiants. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés et les manifestants se dirigèrent vers le commissariat de police pour demander la libération de leurs camarades. Un officier britannique pris de panique donna l'ordre de tirer. Douze étudiants furent tués. C'était l'après-midi du 30 mai.

L'effet fut foudroyant et violent. Shanghai, la grande place forte étrangère avec ses banques et ses usines occidentales, ses concessions, fut paralysée par la grève générale. Même les domestiques abandonnèrent les maisons des étrangers. Ceux-ci habitués depuis des dizaines d'années à considérer les Chinois comme autant d'animaux sales mais nécessaires, furent terrifiés de voir cette masse informe se lever pour leur envoyer sa main à travers la figure. La paralysie était si totale, écrivit la *China Weekly Review* « qu'il était difficile pour les étrangers de faire quoi que ce soit, sinon de participer aux unités de défense locale³⁵ ». L'effet ne se limita pas à Shanghai et se répercuta bientôt à travers tout le pays. Une source chinoise fait état de cent trente-cinq grèves directement provoquées par la fusillade du 30 mai, ayant concerné quatre cent mille travailleurs de Hong-Kong et de Canton jusqu'à Pékin³⁶. A Hankow, le 11 juin, une unité de débarquement de marins britanniques ouvrit le feu sur une manifestation, tuant huit personnes, en blessant douze³⁷. A Canton les marins chinois employés par des compagnies maritimes britanniques débarquèrent le 18 juin et, trois jours

plus tard, étaient rejoints par la quasi-totalité des ouvriers chinois employés par des compagnies étrangères de Hong-Kong et de Shameen, la concession étrangère de Canton. Le 23 juin, des étudiants, des ouvriers et des élèves officiers défilèrent dans les rues de Canton. Comme ils traversaient le pont Shakeelu, les mitrailleuses françaises et britanniques ouvrirent le feu sur les manifestants depuis la concession, sur l'autre rive du canal. Cinquante-deux étudiants furent tués et cent dix-sept blessés.

La grève générale et un boycott des marchandises britanniques furent immédiatement déclarés. Hong-Kong, la forteresse de la Grande-Bretagne en Chine était complètement paralysée. Pas une machine ne tournait. Plus une seule palanquée ne fut déchargée. Pas un seul bateau ne leva l'ancre. Plus de cent mille ouvriers de Hong-Kong entreprirent l'action sans précédent d'évacuer la ville pour se rendre vers Canton. La grève immobilisa toute l'activité industrielle et commerciale étrangère. Plus de deux cent cinquante mille ouvriers abandonnèrent l'industrie et le commerce de Hong-Kong et de Shameen³⁸. A Canton les ouvriers réquisitionnèrent les fumeries d'opium et les tripots pour les transformer en dortoirs et en cantines. Des piquets de grèves furent institués, formant une armée permanente de deux mille hommes, et un barrage hermétique fut disposé autour de Hong-Kong et de Shameen. Toutes les sources concordent pour dire que l'opération fut parfaitement menée. Des représentants étaient élus dans la proportion d'un pour cinquante grévistes, pour participer à la conférence des délégués qui à son tour choisissait un comité exécutif de treize membres. Sous les auspices de ce premier embryon d'un pouvoir ouvrier en Chine, un hôpital et dix-sept écoles pour les ouvriers, les ouvrières et leurs enfants furent créés. Des commissions spéciales géraient les fonds, organisaient les ventes aux enchères des marchandises confisquées et constituaient des archives. Un tribunal de grévistes fut mis en place pour juger ceux qui transgressaient le boycott et les autres contrevenants à l'ordre public³⁹. Les fonctions de la police passèrent presque entièrement aux piquets de grève qui s'acquittèrent de cette tâche consciencieusement. « Le boycott contre les marchandises britanniques à Canton », écrivit un observateur étranger, « est contrôlé par un comité de grève qui confie à des piquets le soin d'éviter les fuites... Dans toute la province du Kwangtung, où il y a un passage pour les marchandises, les piquets sont présents, prêts à

contrôler les cargos, à vérifier les chargements. Les Chinois, tout autant que les étrangers, sont soumis à la fouille... La règle des grévistes, c'est qu'aucune marchandise, aucune denrée ne provienne de Shameen ou n'y parvienne. Ceux qui transgressent cette règle passent devant le tribunal des grévistes... Le boycott est total; il faut bien le considérer comme une guerre entre Hong-Kong et la Grande-Bretagne, dont les piquets seraient les soldats. Il n'y a pas d'autre interprétation possible si l'on tient compte de l'ampleur de l'opération et de la rigueur avec laquelle elle est menée ⁴⁰. » Le contrôle de la côte et des ports de la province a été rendu possible par la coopération des unions paysannes. Des piquets de paysans patrouillent tout le long de la côte, à Swatow, à Haifeng, à Pingshan, et ailleurs pour que le blocus soit absolu. Shameen, avec sa petite colonie abandonnée d'étrangers, était coupée de tout contact avec le reste de la ville de Canton. Toutes les entrées de la concession étaient gardées; seuls, quelques rares navires venus de Hong-Kong, le plus souvent des navires de guerre, ou des bateaux anglais, avec un équipage de volontaires étrangers venaient décharger des vivres ou du matériel de première nécessité. Les communautés britanniques dans les autres villes chinoises subissaient le même sort. « Nous n'avons pas de lait frais; le club est vide et les domestiques sont partis », se lamentait un citoyen britannique de Swatow auprès du *North China Daily News*. La contestation prit tous les aspects. Entre autres, les grévistes changèrent le nom de la ville; Hong-Kong, ou Hsiang-Kang (la lagune parfumée) devint Chioukang (la lagune puante), puis finalement, comme la grève asphyxialit la riche colonie britannique, Szukang (la lagune morte) ⁴¹.

« L'attaque dont nous sommes l'objet de la part des agents du désordre et de l'anarchie vise les modèles existants de civilisation que nous représentons! » criait le gouverneur de Hong-Kong. Pour le moment la grève coûtait près de deux cent cinquante mille livres sterling aux portedrapeaux de la civilisation. « D'août à décembre 1924, il y avait 160 à 240 vapeurs qui venaient s'amarrer aux quais de Canton, annonça un fonctionnaire de la chambre de commerce britannique. Pour la période correspondante en 1925 ce nombre est tombé à 27 et même à deux par mois ⁴². » On exigea qu'à Hong-Kong une intervention armée se porte au secours de la civilisation. « Les responsables britanniques et les résidents chinois de Hong-Kong sont

convaincus qu'une action locale et une intervention du gouvernement britannique sont des impératifs de première urgence... » Autrement « il ne faut pas espérer voir les antirouges de Canton remporter la victoire sans le soutien britannique ». Une action militaire rapide, était-il précisé, pourrait « facilement installer de nouvelles autorités chinoises amicales au pouvoir, à Canton⁴³ ». Mais White Hall, plus avisé que les messieurs de Hong Kong et des autres ports, quelque peu énervés, pensa que les « Chinois amicaux » en question risquaient de ne pas être convaincus par l'usage direct des troupes. On fit tout pour ne pas laisser une minute de répit au régime de Canton. Il était probablement difficile de trouver à ce moment dans la province du Kwangtung, un militariste ou un chef de bande qui n'ait pas reçu quelque argent pour attaquer les piquets ou pour permettre d'organiser une opposition militaire au gouvernement de Canton. Les Britanniques, plus astucieux, réalisèrent certainement que le meilleur espoir de trouver des « Chinois amicaux », c'était de chercher au sein du Kuomintang lui-même.

La grève et le boycott permirent au Kuomintang de consolider son pouvoir dans la province. En juillet 1925, il organisait et proclamait un nouveau gouvernement national. En septembre, les troupes nationalistes nettoyaient définitivement les districts de la rivière de l'Est des troupes militaristes qui s'y étaient maintenues, et à la fin de l'année toutes les forces ennemies étaient dispersées. La province du Kwangtung une fois unifiée et bien contrôlée, le Kuomintang pouvait commencer à regarder vers le nord, vers les bases d'un pouvoir national véritable en Chine centrale et en Chine du Nord. Il était arrivé là, porté en moins de deux ans par la croissance spectaculaire du mouvement de masse. Une arme d'une puissance inouïe avait été forgée. De quelle façon allait-elle être maniée? et par qui? Telles étaient les nouvelles questions à l'ordre du jour.